

Les Actus du SIAO

Le GCSMS SIAO Insertion 75 regroupe 41 associations, 1 GIP et 1 établissement public parisiens.
GCSMS : Groupement de Coopération Sociale et Médico-Sociale
SIAO : Service Intégré d'Accueil et d'Orientation

SOMMAIRE

- > La porte étroite
- > Alerte Evaluations sociales
- > Les journées FNARS du travail social
- > Les chiffres clés
- > Trois questions à ...Eric PLIEZ
- > Période hivernale
- > Assemblée Générale du GCSMS
- > Faites entendre votre voix

POUR NOUS JOINDRE

François Fassy,
administrateur@siao75.fr
Fofo Ametepe
fametepe@siao75.fr
Hadjar Belhani
secretariat@siao75.fr
Céline Brocas
cbrocas@siao75.fr
Martin Choutet
mchoutet@siao75.fr
Pierre-Elie Guillemoz
peguillemoz@siao75.fr
Caroline Lesimple,
clesimple@siao75.fr
Marie-Josée Moraes
mjmoraies@siao75.fr
Marjorie Olivier,
direction@siao75.fr
Patrick Rouyer,
prouyer@siao75.fr
Kamel Senni
ksenni@siao75.fr

Vous pouvez nous joindre au

01 83 97 66 80
de 14h00 à 17h30

Site :
<https://siao75.fr>

Blog :
<http://siao75.blogspot.com>

Les disponibilités de places sont à envoyer à
disponibilite@siao75.fr

LA PORTE ETROITE

Ce ne sont pas les 700 participants au deuxième séminaire que le GCSMS SIAO insertion de Paris a organisé le 1er octobre dernier, ni les 2500 prescripteurs qui lui adressent des évaluations qui le démentiront : le processus d'accès au logement des ménages accueillis dans le dispositif d'hébergement parisien est encore, malgré de légers progrès, trop long et semé d'embûches.

Cette situation a des conséquences dommageables pour tout le monde :

-dégradation de l'état psychologique des ménages ayant achevé par ailleurs leur parcours d'insertion ;

-découragement des équipes accompagnantes qui ont le sentiment que leur travail est vain ;

-coût élevé pour les finances publiques de séjours en hébergement inutilement prolongés (facteur d'inflation des dépenses plus important que le coût unitaire à la place, sur lequel l'Etat se focalise) ;

-embolisation du dispositif à tous les niveaux et droit au logement et à l'hébergement non respecté.

Le SIAO a donc écrit au Préfet de Région le 6 novembre pour demander une mobilisation des contingents préfectoraux des départements de banlieue (sur 300 ménages signalés à l'administration de janvier à septembre, remplissant toutes les conditions et prêts à y aller, une petite vingtaine y a effectivement été logée) et une accentuation de la pression sur les collecteurs d'Action logement (qui ne remplissent toujours pas leurs obligations d'attribution de 25% de leurs logements à des ménages DALO).

Mais le SIAO ne se contente pas de revendiquer : dans le cadre de sa mission d'accompagnement des acteurs, son équipe élabore un guide pratique d'accès au logement des ménages accueillis dans les centres d'hébergement, qui devrait être disponible début 2014.

Cette mission, le SIAO est plus que jamais disposé à la remplir pleinement, mais il s'agit au final d'accompagner les usagers dans les murs de leur logement, et non dans le mur de la pénurie. La porte est aujourd'hui très étroite.

François Fassy

ALERTE EVALUATIONS SOCIALES

A compter du 1er Décembre les évaluations sociales sont à transmettre sur le site :

<https://siao75.fr>

A compter de cette date plus aucune fiche Excel ne sera traitée.

LES JOURNEES FNARS DU TRAVAIL SOCIAL

Ces deux journées du travail social ont été riches d'échanges, de questionnements, d'affirmations... le secteur social est bousculé, fragilisé par ces nouvelles précarités, par l'épaisseur et souvent l'illisibilité des différents dispositifs, par le manque et l'inadéquation de l'offre qui empêchent la fluidité et la continuité des parcours individuels.

Les travailleurs sociaux ne se sentent plus légitimes. Ils demandent des réponses, un soutien des associations, une reconnaissance de leurs missions par les pouvoirs publics. La demande est forte d'être entendu, accompagné et soutenu dans ce que la FNARS nomme « la R-Evolution du travail social ».

Faut-il créer des consultations sociales de proximité ? Affirmer ainsi que l'accompagnement social fait partie intégrante du droit commun ? Faut-il sortir de la logique de contractualisation et ainsi repenser le « Aller vers » ? Faut-il lier l'intervention sociale à des objectifs de veille et donc de prévention ? Faut-il décloisonner les dispositifs pour que chacun, dans le moment de vie où il se trouve puisse obtenir une réponse adaptée sans être stigmatisé ?

Faut-il créer un Droit Opposable à l'accompagnement ? Nous sommes donc en marche pour une mise en œuvre de cette R-Evolution du travail social.

Et si nous ne sommes pas tous au même endroit dans cette réflexion, il est évident que ce changement profond de nos pratiques et de nos regards sur le champ social doit être issu d'une volonté commune aux acteurs institutionnels et associatifs

LES CHIFFRES CLÉS DU SIAO INSERTION 75 EN 2013

ASSEMBLEE GENERALE DU GCSMS

La prochaine assemblée générale du GCSMS aura lieu le :

6 décembre 2013, à 14h30
CHU AURORE,

26 bis rue St Pétersbourg
75008 Paris.

Après la partie statutaire et les différents votes règlementaires nous recevrons :

René DUTREY, Secrétaire Général du Haut Comité pour le logement des personnes défavorisées, qui a accepté de débattre avec l'ensemble de nos adhérents.

Le CCRPA est, comme habituellement, invité à participer à cette assemblée.

FAITES ENTENDRE VOTRE VOIX

Avec l'appui de la Fnars, et de la Fondation Abbé Pierre, le SIAO a lancé une campagne d'affichage dans tous les lieux d'accueil des personnes suivies par les associations de lutte contre l'exclusion, afin de promouvoir l'inscription sur les listes électorales des citoyens européens en vue des prochaines élections municipales et européennes.

Cette initiative a été saluée et reprise par la Ministre de la lutte contre l'exclusion, Mme CARLOTTI, dans son discours inaugural des journées de la Fnars à Valence. Avec elle, nous considérons que la citoyenneté fait partie des droits fondamentaux des personnes accueillies et qu'il appartient au travail social de faire en sorte que toute personne puisse être un citoyen. Les affiches et flyers sont à retirer au SIAO.

Nbr d'évaluations enregistrées / personnes depuis le 01/01/2013	7352/ 11661
Nombre d'évaluations traitées / personnes au cours de 4 der-	2690/ 4237
Nbr de places d'hébergement (personnes) / logement adapté et Solibail (ménages) *	1390/ 874
Nombre d'admissions hébergement ménages / personnes	944/ 1319
Nombre d'admissions logement adapté ménages / personnes*	265/ 367
Nombre d'entrées Solibail ménages / personnes *	162/ 626
Nbre d'orientations non abouties à l'initiative de l'opérateur/ usager/autre	538/ 340/ 294
Nombre de commissions d'orientation en octobre / travailleurs	17/ 59

(*) le différentiel entre les places et les admissions correspond au délai d'attente avant l'entrée dans les lieux et aux échecs de propositions

TROIS QUESTIONS A... ERIC PLIEZ

-Vous êtes Président du Samu Social de Paris depuis début Octobre 2013. Qu'est-ce qui vous a motivé à prendre une telle responsabilité?

La volonté d'agir : depuis la conférence de consensus de la Fnars de 2007, qui a suivi "le Canal St Martin" nous savons qu'une remise à plat est indispensable. Le système est à bout de souffle.

Le Samu Social de Paris, gestionnaire du 115, du Siao Urgence, d'un observatoire, est un outil formidable pour contribuer à la mise en place partenariale d'une politique métropolitaine de la veille sociale et de l'hébergement.

-Que pensez-vous de la situation actuelle de notre secteur ?

Le système est bloqué: saturation du 115, pénurie de logements. Ce n'est pas nouveau mais avec 22 000 nuitées hôtelières pour le seul Samu Social de Paris la situation, malgré la création de 1 400 places nouvelles en juin, se dégrade.

Il faut inventer des solutions innovantes. A partir d'une observation régionale, d'une meilleure répartition des places sur le territoire; le logement accompagné, - en diffus, en colocation, en pension de famille- est une des réponses évidentes.

-Vous avez souhaité qu'il n'y ait qu'un seul SIAO regroupant Urgence et Insertion à Paris. Comment envisagez-vous de promouvoir ce SIAO unique ?

Ce qui compte, c'est d'avoir un principe de continuité d'intervention et de réponses pour les personnes.

Avec un quart des situations familiales traitées et près d'un dixième des situations des personnes isolées, on est loin du compte !

Au-delà de la mise en commun de locaux, ce sont tous les outils qui doivent être mutualisés au service d'un objectif : une politique publique métropolitaine qui réduise le nombre de personnes à la rue rapidement.

PERIODE HIVERNALE

Pour cet hiver, des instructions ministérielles et un guide national de gestion et de prévention des impacts sanitaires et sociaux liés aux vagues de froid organisent les mesures concernant les personnes sans-abri.

Ainsi à Paris, la Préfecture dispose de 846 places en continu, aujourd'hui mobilisables, dont 167 déjà ouvertes. Une recherche de locaux est toujours en cours pour adapter cette offre aux besoins.

De plus 1 162 places de mise à l'abri très ponctuelles (gymnases, salles municipales) peuvent apporter des solutions lorsque les conditions climatiques se dégradent. Enfin les maraudes seront intensifiées, les moyens du 115 ajustés et les lieux d'accueils de jour pourront être ouverts la nuit pour un abri momentané. Concernant l'accompagnement des personnes un premier diagnostic social doit être réalisé sans délai et complété pendant la période d'ouverture de la structure. Il est recherché une continuité de la prise en charge avec l'articulation du travailleur social existant ou la recherche d'un référent social extérieur pour prendre le relais.